

## **Intermittents : Le gouvernement doit refuser l'accord**

Parce que nous pensons qu'il ne peut y avoir de politique de gauche sans une grande ambition pour l'art et la culture, le parti communiste s'associe aux nombreux appels des organisations professionnelles, des élus, des acteurs culturels adressés à la ministre de la culture, au ministre de l'emploi et au premier ministre pour qu'ils ne ratifient pas l'accord sur l'assurance chômage du 22 mars dernier dont le Conseil National de l'Emploi (CNE) réuni le 4 juin a lancé la procédure en dépit des de l'opposition des 2 syndicats majoritaires (CGT-CGC). Le CNE est à nouveau convoqué pour le 18 juin pour ratification définitive et présentation pour accord au gouvernement dans la foulée. L'objectif est manifestement qu'il soit appliqué dès le 1er juillet. Il s'agit sous la pression du patronat d'un véritable déni de démocratie et d'un passage en force que nous condamnons avec la plus grande vigueur. Le PCF renouvelle sa solidarité avec les intermittents en lutte dont il soutiendra toutes les actions qu'ils jugeront utiles de mener durant l'été.

Pourtant, comme le rappelle plus d'une soixantaine de signataires dans une lettre adressée au Premier ministre, des propositions précises pour une réforme équitable et durable. ont été faites après un long travail entre les organisations professionnelles et le comité de suivi parlementaire auquel participe Pierre Laurent, en s'appuyant sur les travaux de chercheurs indépendants, Tous ces travaux ont été ignorés par le patronat et les signataires de l'accord du 22 mars alors que chacun sait que si cet accord était agréé par le gouvernement les salariées les plus précaires et les structures les plus fragiles seraient particulièrement affectés.

Le gouvernement serait bien inspiré d'entendre les protestations non seulement des professionnels de la culture mais également des centaines de parlementaires et d'élus locaux qui défendent le développement et l'aménagement culturel de leurs territoires. Les artistes, techniciens et professionnels du spectacle ne demandent pas l'aumône mais la reconnaissance par la nation du rôle essentiel qu'ils jouent dans la vie économique, sociale et culturelle de notre pays.

**Le parti communiste français**